

La "Pravda" du 4 août annonce l'arrestation d'une quinzaine de communistes à Kharkov.

La "Pravda" du 6 août annonce l'arrestation à Dniépropéetrovsk, d'un groupe trotskyste formé dans le parti par les agronomes Lentszer et Krassny.

La "Pravda" du 7 août annonce l'arrestation à Léninegrad d'un groupe nombreux de trotskystes et zinovévistes qui s'étaient emparés de la direction du rayon de Vyborg.

Des arrestations analogues ont eu lieu ces jours derniers à Orel et Koursk. Il s'agit évidemment d'une campagne policière répondant à un plan et tendant à l'élimination de membres du parti devenus indésirables aux yeux de la bureaucratie dirigeante. Au moment où se poursuit la préparation de la mise en vigueur d'une nouvelle constitution qui refuse en fait tous les droits à la classe ouvrière, la nécessité s'impose d'un nouvel effort d'intimidation à l'égard des communistes.

----- (Lire la suite plus loin).

### Lithuanie

Kaunas, le 18 août 1936.- Le gouvernement lithuanien prend son cours vers la fascisation complète. Tous les partis et organisations ouvrières sont interdits. Au printemps de cette année, le gouvernement a fait élire la Chambre du Travail (institution purement fasciste). Parmi environ 1000 candidats présentés, le gouvernement a choisi 90 pour lesquels les ouvriers pouvaient voter. Dont 30 entrèrent dans la Chambre du Travail. Les ouvriers y étaient hostiles et étaient décidés à boycotter les élections. Mais la stupidité des stalinien(ne)s n'a pas de bornes. Au lieu de s'engager dans la seule voie possible, celle du boycott, ils choisirent parmi les 90 candidats 3 quelque peu acceptables et, avec le poids de tout leur appareil, venant à l'aide du gouvernement pour voter pour ces 3 candidats. En moyenne n'ont voté en tout que 20% des électeurs. Sans l'attitude des stalinien(ne)s pas plus de 5% auraient voté, ce qui aurait signifié un coup dur pour le prestige du gouvernement. Les stalinien(ne)s, de cette manière, ont sauvé le gouvernement.

En juin ont eu lieu les élections au Sejm fasciste (le parlement). Le gouvernement a présenté 150 candidats à lui, dont 50 devaient être élus. Par la terreur, par l'intimidation, par la contrainte, le gouvernement a obtenu une participation de 60% des électeurs. Néanmoins les masses n'avaient pas dit leur dernier mot. Mais comme souvent dans de tels cas, ce fut un incident relativement insignifiant qui mit la masse ouvrière inerte en branle et amena de grands événements.

Mercredi, le 17 juin, l'ouvrier Kropovsky, membre de la Fédération du Travail chrétienne fusilla le patron de son usine et ensuite se suicida. Lors de l'enterrement de cet ouvrier, quelques milliers d'ouvriers se sont rassemblés. De violents conflits avec la police se produisirent. Il y avait des morts et des blessés. Le lendemain la grève générale éclata. Les manifestations funèbres ont dépassé par leur grandeur tout ce que notre pays a vu jusqu'ici. Il y eut quelques victimes, plusieurs centaines de personnes furent arrêtées. Tout cela avait au début un caractère tout à fait spontané. Les partis étaient pris à l'improviste. D'autant plus vite il fallait agir.

Dans un district (X...) des plus prolétariens parmi les faubourgs ouvriers, où habite la plupart de nos camarades, nous avons commencé à organiser dans toutes les usines des comités de grève. Toute la journée du jeudi, 18, était remplie d'un travail fébrile. Le soir, nous pouvions constater le fait que dans le district X... nous étions seuls maîtres de la situation. Il se confirma ce que nous avions prévu depuis longtemps: le parti stalinien s'appuie exclusivement sur des éléments de la petite bourgeoisie (employés de petites entreprises, artisans etc.) Dans le district exclusivement prolétarien ils n'existaient pas.

Vendredi 19 eut lieu une assemblée générale de tous les délégués de ce district, à laquelle assistèrent également des délégués d'entreprises des autres districts - des socialistes-révolutionnaires (proches des anarchistes). A cette réunion qui s'appela "Comité de grève du district X..." un membre du parti présida et toute l'assemblée était complètement sous notre influence. Il fut décidé de poursuivre la grève jusqu'à lundi et d'essayer d'établir une liaison avec les autres parties de la ville.

Le jour même, un de nos camarades entra en liaison avec les stalinien(ne)s et leur disait directement: "Nous avons organisé le district X... Nous vous proposons un front unique d'action..." Bien contre leur gré, ils consentirent à se rencontrer le lendemain avec les camarades. Mais par force majeure la liaison était rompue.

Samedi 20 juin la Chambre du Travail adressa aux ouvriers un appel, les invitant à reprendre le travail et à ne pas écouter les criminels anti-gouvernementaux. Cet appel était signé également par ceux pour lesquels les stalinien(ne)s avaient appelé à voter.

La plupart des entreprises reprit le travail samedi. Seulement le district X..., suivant la décision prise, ne rentra au travail que lundi, c-à-d après tous les autres.

Une semaine plus tard, par l'intermédiaire des socialistes-révolutionnaires, nous avons réussi à entrer à nouveau en liaison avec les stalinien(ne)s. Il y avait, à ce moment là, dans la ville une exposition, où la masse des paysans affluait de la province. Nous décidâmes de saisir cette occasion. Mercredi, il fut décidé à une séance de représentants des trois partis (stalinien(ne)s, socialistes-révolutionnaires et nous) d'appeler à une manifestation pour lundi (c'était une fête catholique et les usines ne travaillaient pas) et une grève pour mardi. Dimanche les représentants de tous les districts devaient prendre la décision définitive (jusque là quelques usines d'autres districts s'étaient déjà jointes à notre centre). Le comité de grève, réuni entre temps par nous, accepta unanimement cette décision. Mais à la réunion de dimanche les stalinien(ne)s ne vinrent pas. Le même jour nous ne les avons pas encore accusé (il pouvait y avoir une arrestation). Mais il s'avéra que ces gens n'étaient pas arrêtés. Donc, c'était un sabotage délibéré. Cependant, appelés seuls à la manifestation n'était pas possible, cela aurait été une aventure. Les stalinien(ne)s l'ont essayé, mais pas un seul homme ne s'est présenté. Ainsi s'est terminée la première étape.

Que faire maintenant? Il était évident qu'il aurait été un crime d'abandonner le mouvement. Il fallait surtout éviter que le comité de grève ne se dissolve. A cela nous employons toute notre influence. Ainsi il fut décidé à une assemblée générale des représentants des usines, de créer une organisation sans parti: "L'union Ouvrière Révolutionnaire", se basant sur des comités d'usines et avec en tête un "Comité de l'Union Ouv. Rév.". Dans beaucoup d'usines de tels comités ont déjà été créés. L'Union a déjà lancé quelques appels. Notre influence y est considérable et elle s'élargit sans cesse.

De cette façon nous avons beaucoup renforcé notre organisation. Si en ce qui concerne le nombre, l'appareil, les ressources, nos forces sont inférieures à celles du P.C., par notre influence réelle sur les grandes entreprises nous sommes dans la ville plus forts que les stalinien(ne)s. Nous sommes devenus une force.

Les social-démocrates n'ont presque pas participé dans ces événements.

Les stalinien(ne)s ont commencé une lutte enragée contre nous. La lutte est inégale, vu leur supériorité organisationnelle, mais jusqu'ici nous avons résisté avec succès. Le résultat de notre lutte contre les provocations stalinien(ne)s dépend en grande partie des événements en Espagne et en France et du travail des bolchéviks-léninistes dans ces pays. L'intérêt des ouvriers, il va sans dire, est énorme pour les événements d'Espagne et de France.

Vient de paraître: LEON TROTSKY: Où va la France?

(Recueil d'articles, (Où va la France? - Encore une fois, où va la France? - Front Populaire et comités d'action - La France à un tournant - L'étape décisive - La révolution française a commencé - Devant la seconde étape.)

Livre de 200 pages.  
Editions Librairie du Travail, 17 rue de Sambre-et-Meuse, Paris Xe  
Prix: 7 fr. 50 français. Organisations: 6 frs.

Deutsche Ausgabe bei: Léon de Lee, Oudervijstraat, Antwerpen/Anvers, Belgique  
Preis: FR.F. 4.-, belg. Fr. 6.-, Schw. Fr. - .80, Oe. Sch. 1.50, engl. lbs/ \$-.25, fl. -50  
Kø: 6.-, Norw. Kr. 1.-. COMPTE CHEQUE POSTAL: Bruxelles 92-535.